

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MONTIFAUD SAS**

36 route d'Archiac  
17520 Jarnac-Champagne

Références : 2025\_1524\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007205630

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement MONTIFAUD SAS implanté 36 route d'Archiac 17520 Jarnac-Champagne. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant porte un projet d'extension des stockages d'alcool de bouche sur son site au travers d'une autorisation environnementale délivrée en juillet 2025. Ce projet comporte également une mise en conformité des installations existantes, dans la suite des constats faits par l'Inspection en 2016.

Toutefois face au contexte économique de la filière la réalisation des travaux est reportée.

L'exploitant a adressé le 21 novembre 2025 un courrier au préfet de Charente-Maritime afin de solliciter des aménagements par rapport à l'autorisation de 2025.

La présente inspection a été réalisée pour échanger sur la conformité des installations existantes et les suites à donner au courrier.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONTIFAUD SAS
- 36 route d'Archiac 17520 Jarnac-Champagne
- Code AIOT : 0007205630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur ce site, siège de l'entreprise, sont réalisées les activités viticoles, de vinification et de fabrication des alcools de bouche puis leur mise en bouteille pour expédition.

Côté ICPE, il est constitué de 2 distilleries attenantes, de deux chais contiguës et d'un local de mise en bouteille.

Cet établissement est régi en dernier lieu par un arrêté préfectoral pris en 2025 à la suite d'une procédure d'autorisation environnementale.

L'inspection a permis de contrôler les 2 distilleries, les 2 chais, le local de mise en bouteille, le chai "pineau", les bassins (réserve incendie, vinasse, filtre à roseau, eaux pluviales).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Modifications projetées ou apportées	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L. 181-14	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 4.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Communication entre les 2 distilleries	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 4.1.1	Demande d'action corrective	4 mois
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 4.1.5	Demande d'action corrective	4 mois
9	Chargements/déchargements	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.4.2	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques des installations	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 1.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Calendrier de construction des nouveaux chais	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 1.1.2	Sans objet
5	Local distillateur	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.2.3	Sans objet
8	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 4.2.3	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 1	Sans objet
11	Système de détection automatique	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 13.5.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation économique de l'entreprise ne lui permet pas de réaliser les travaux d'agrandissement des stockages dans le calendrier initialement prévu, tels qu'autorisés dans le dernier arrêté préfectoral pris en 2025.

L'inspection prend acte de ce retard, toutefois, l'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives permettant d'assurer la maîtrise des risques dans les installations existantes pour répondre à certains écarts identifiés depuis 2016 (notamment pour ce qui concerne les rétentions).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Caractéristiques des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caractéristiques des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Petite distillerie : 2 alambics de 13,5 hl Grande distillerie : 4 alambics de 25 hl => classement 2250-2 pour 76,5 hl d'alcool pur par jour / régime de l'enregistrement  Stockage d'alcools : • Chai existant 1 : 253,9 m <sup>3</sup> • Chai existant 5 : 876,7 m <sup>3</sup> • 3 nouveaux chais : 7, 8, 9 : 904,8 m <sup>3</sup> chacun • Stockage produits finis : 214,7 m <sup>3</sup> soit QSP = 4 060 m <sup>3</sup> QSP = 3 725 t Classement 4755-2.a / régime de l'autorisation  Stockage des vins : 26 927 hl/an en cuverie => classement 2251-1 / régime de l'enregistrement  Gaz inflammable : cuve de propane de 12,5 t => classement 4718-2.b / régime de la déclaration

**Constats :**

Au travers de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009, l'installation était autorisée pour le stockage de 413 m<sup>3</sup> d'alcool de bouche et une capacité de distillation de 9 hl/j.

Les stockages se répartissaient en 68 m<sup>3</sup> dans le chai 1 et 345 m<sup>3</sup> dans le chai 5.

Les évolutions successives du site et de nouveaux projets ont amené l'exploitant à solliciter une extension de ces capacités au travers d'une demande d'autorisation environnementale déposée le 6 mars 2023.

L'instruction de cette demande s'est clos au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juillet 2025.

Le site est désormais autorisé pour le stockage de 253,9 m<sup>3</sup> dans le chai 1 et 876,7 m<sup>3</sup> dans le chai 5.

Un nouveau bâtiment de stockage des produits finis et de mise en bouteille (non construit à ce jour) est autorisé à stocker 241,7 m<sup>3</sup> tandis que l'ancien bâtiment de produits finis doit être dédié au stockage de matières sèches (non réalisé à ce jour).

Par courrier du 21 novembre 2025, l'exploitant sollicite la possibilité de stocker 64,68 m<sup>3</sup> d'alcool de bouche dans le local existant de produits finis et 52,24 m<sup>3</sup> dans le local de mise en bouteille.

Il sollicite également le stockage de 2,25 m<sup>3</sup> dans le chai "bord de route" attenant au local de mise en bouteille (équivalent à 2 palettes de produits finis près à l'expédition).

Le jour de l'inspection, les stocks sont inférieurs aux quantités autorisées par l'arrêté de 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Modifications projetées ou apportées**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/01/2020, article L. 181-14

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications projetées ou apportées

**Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

**Constats :**

Par courrier du 21 novembre 2025, l'exploitant sollicite le report de la mise en place d'un acrotère entre le chai 1 et le chai 5.

L'étude de dangers fournie par l'exploitant dans sa demande d'autorisation environnementale de 2023 concluait à la nécessité de la mise en place de bande incombustibles en toitures pour éviter les effets dominos entre ces deux chais contiguës.

L'arrêté complémentaire de 2025 prescrit ainsi des mesures visant à empêcher la propagation d'un incendie par le toit sans obliger à la réalisation d'un acrotère.

La mise en place de bande incombustible ou tout autre solution présentant une efficacité équivalente est possible.

Au travers de l'étude de danger il ressort que le scénario majorant pour la définition des moyens

<p>de lutte contre l'incendie est l'incendie généralisé du futur nouveau bâtiment de mise en bouteille.</p> <p>Le besoin défini par l'étude de danger est couvert par la réserve existante de 1500 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'arrêt temporaire des travaux entraîne à considérer que le scénario majorant est désormais l'incendie généralisé des chais 1 et 5 et que le besoin reste couvert par les moyens de lutte contre l'incendie existant.</p> <p>L'étude de dangers indique "<i>En cas d'incendie généralisé des chais n° 1 et n° 5 avec tenue des murs, des effets dominos n'atteignent pas les bâtiments environnants. Les effets dominos ne sortent pas du site et n'atteignent pas l'ancien stockage de produits finis.</i>"</p> <p>Au regard de ce qu'il précède, et considérant que les modélisations de l'étude de dangers ne montrent aucun effet thermique sortant du site pour ce scénario, l'inspection prend acte du décalage calendaire des travaux visant à empêcher la propagation d'effets domino entre les chais 1 et 5 par la toiture.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant informera l'inspection de son nouveau calendrier de travaux quand celui-ci sera affermi pour l'ajout du dispositif évitant la propagation d'un incendie séparant les chais 1 et 5 (acrotère, bandes incombustibles de par et d'autre du mur coupe-feu séparatif...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

### N° 3 : Calendrier de construction des nouveaux chais

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 1.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Localisation et surface occupée par les installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en service de chaque tranche ou en cas de retard significatif sur les dates prévisionnelles susmentionnées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 21 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées du report de la construction des nouveaux chais dont les travaux devaient débuté en 2026 pour le chais n°8.</p> <p>L'inspection prend acte de ce décalage calendaire.</p> <p>En complément, l'inspection informe l'exploitant que la réglementation a récemment évolué (le 12/11/2025) et permet d'envisager des chais de moins de 500 m<sup>2</sup> en rétention interne sur avis favorable du SDIS (article 26 ter de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant tient informée l'inspection des évolutions de son projet au travers d'un porter-à-connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).</p> <p>La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol de la distillerie.</p> <p>Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m<sup>2</sup> (non comprises les surfaces fusibles).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La précédente visite d'inspection en 2016 avait constaté l'absence de trappe de désenfumage dans la distillerie.</p> <p>Lors de la présente inspection, il est constaté que l'exploitant a installé des trappes de désenfumage ainsi que des amenées d'air dans les 2 distilleries et les chais 1 et chai 5. Les surfaces des dispositifs sont conformes.</p> <p>Le bâtiment de mise en bouteille n'est pas équipé de désenfumage.</p> <p>Un nouveau bâtiment pour la mise en bouteille est projeté mais sa construction est retardée par le contexte économique difficile que traverse la filière Cognac.</p> <p>L'exploitant, par courrier du 21 novembre 2025, sollicite la possibilité de ne pas aménager d'exutoire de désenfumage dans ce bâtiment qui n'est plus destiné à accueillir d'activité à risque d'incendie à l'avenir.</p> <p>Il est à noter que le bâtiment est muni d'une détection incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection prend note de la demande de l'exploitant de ne pas installer à date de dispositifs de désenfumage dans le bâtiment de mise en bouteille.</p> <p>L'exploitant doit préciser les mesures compensatoires mises en œuvre pour pallier l'absence de désenfumage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Local distillateur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.2.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et/ou des installations de stockage par une porte EI 30 (coupe-feu ½ heure) et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.
<b>Constats :</b>  La précédente visite d'inspection en 2016 avait constaté l'absence de porte coupe-feu entre le local de vie et la distillerie. La présente inspection a permis de constater que des portes coupe-feu conformes aux exigences ont été installées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Communication entre les 2 distilleries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les portes intérieures de la grande distillerie sont EI30, remplacées au plus tard 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La porte communiquant entre la petite et la grande distillerie n'assure aucun rôle coupe-feu. L'exploitant souhaite ne pas la remplacer pour des raisons esthétiques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit remplacer la porte par une porte coupe-feu EI30 et transmettre les justificatifs à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 7 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 4 .1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations de stockage d'eaux-de-vie, le bâtiment matières sèches, des stockages de pineau, du local de mise en bouteille et des aires de chargement/déchargement est associé à une capacité de rétention et de confinement étanche déportée commune d'au moins 1 250 m³.



L'ensemble des installations de stockage de vin est associé à une capacité de rétention déportée commune d'au moins 200 m<sup>3</sup> (volume maintenu libre bassin à vinasses grâce à un repère visuel). Les ateliers de distillation sont placés en rétention interne grâce à des seuils aux entrées. En cas de débordement de ces rétentions, les écoulements seront dirigés vers les cuves de vin extérieurs attenantes aux distilleries via des points bas.

AP du 09/07/2009 article 13.5.3

Récupération/ Extinction/ Rétention des alcools de bouche et des eaux d'extinction en cas d'incendie Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie.

[...]

Dans le cas où pour des raisons techniques ou d'implantation (Surface du site insuffisante, topographie du site défavorable ...) un chai ne peut être relié à une cuvette de rétention externe, alors ce dernier est équipé d'une rétention interne.

Cette rétention ne peut être commune à plusieurs chais ni à une aire de chargement/déchargement.

La rétention doit avoir une capacité minimale de 50 % de la capacité du plus grand chai raccordé et 100 % du plus grand récipient. La rétention peut être en partie interne pour le chai le plus grand du site.

En cas de débordement de la rétention, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.

Ce plan est porté à la connaissance du personnel et des services d'incendie et de secours. Il est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercice qui doivent avoir lieu au moins une fois par an.

### **Constats :**

Par courrier du 21 novembre 2025, l'exploitant sollicite le report de l'obligation de mise en rétention déportée des installations existantes.

Leur mise en rétention interne était autorisée au travers de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009.

Le projet d'extension et de création de nouveaux chais englobe une mise en rétention externe des chais existants (1 et 5).

Lors de la précédente visite d'inspection en 2016, il avait été constaté que les rétentions des chais 1 et 5 et du local de mise en bouteille étaient insuffisantes (des rebords existent mais sont insuffisants pour garantir la capacité de rétention interne requise).

Ces chais sont des chais d'assemblage (le vieillissement est réalisé sur un autre site de l'exploitant), où il y a donc une activité quotidienne.

### **Chai 1**

Le stockage au sein de ce chai est réalisé dans 2 pièces distinctes mais communicantes. Dans la première, munie d'une rétention interne non finalisée (des rebords devant les ouvrants existent mais leur hauteur d'environ 20 cm est insuffisante), est stocké du pineau.

Dans la deuxième est stocké de l'alcool de bouche. Cette partie disposait auparavant d'une rétention interne prenant la forme d'un "dos d'âne" disposé à l'extérieur du bâtiment devant les

ouvertures.

Lors de la présente inspection, il a été constaté que des travaux visant à raccorder le chai 1 à la future rétention déportée (cf. dispositions de l'APC de 2025) ont été entamés : le "dos d'âne" a été supprimé et un avaloir a été positionné devant les issues de la partie "Cognac" du chai. Il est raccordé, après un siphon coupe-feu, à une canalisation enterrée qui ne débouche pour l'instant nulle part.

Compte-tenu de la superficie du chai, l'exploitant évalue le besoin de rétention interne à 38 cm de haut.

### **Chai 5**

Ce chai contient des alcools de bouche en cuves inox et en tonneaux.

Une rétention interne existe (environ 20 cm), mais est insuffisante au regard des volumes stockés.

Un caniveau a été créé au centre du chai en vue de collecter les écoulement et des les diriger vers la future rétention externe. Ce caniveau ne débouche pour l'instant nulle part.

Des avaloirs ont été créés devant les issues du chai 5. Les 2 issues Sud sont reliées à la canalisation enterrée du chai 1. L'avaloir de l'issue Nord n'est pour l'instant relié à aucun exutoire.

Compte-tenu de la superficie du chai, l'exploitant évalue le besoin de rétention interne à 52 cm de haut.

### **Grande Distillerie**

L'exploitant a réalisé des travaux de mise en rétention de la grande distillerie au travers du creusement d'un réseau de canaux. Le volume de cette rétention doit être précisé.

### **Petite Distillerie**

La petite distillerie ne possède aucune rétention; toutefois, l'exploitant indique qu'une cuve béton inutilisée est présente sous le plancher et pourrait servir de rétention interne. Des clarifications pour justifier du bon dimensionnement de la rétention doivent être transmises.

### **Aire de (dé)chargement**

L'aire de (dé)chargement jouxtant le chai 5 ne dispose d'aucun moyen de rétention. En cas d'écoulement, ceux-ci seraient visiblement dirigés par gravité vers le réseau d'eau pluviale du site pour un rejet *in fine* dans le bois distant de 200 m.

### **Local Mise en bouteille**

Le local mise en bouteille ne possède aucune rétention. En cas d'écoulement, ceux-ci se dirigeraient vers le réseau d'eau pluviale du site, soit au travers des 2 avaloirs présents dans la pièce soit par les portes qui donnent sur la cour.

L'exploitant évalue le besoin de rétention interne à 13 cm de haut.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu de l'évolution du projet de l'exploitant et considérant les prescriptions de l'autorisation de 2009, le raccordement à la rétention déportée des chais 1 et 5 ainsi que du local de mise en

bouteille et l'aire de (dé)chargement peut être remplacé par des rétentions internes ou mixtes.

Notamment l'exploitant évoque la mise en place d'une rétention sous l'aire de (dé)chargement, où viendrait également se brancher la canalisation issue du chai 1, ce qui viendrait compléter la rétention interne existante (mais qu'il reste à remettre en place pour la partie "Cognac") dans le chai 1 en cas de débordement de celle-ci.

A la différence du chai 1, le caniveau du chai 5 ne doit pas être raccordé à ce projet car, du fait de son positionnement interne au chai 5, qui empêcherait la rétention interne de jouer son rôle.

Concernant la petite distillerie, les travaux proposés par l'exploitant doivent être réalisés. L'exploitant justifiera de la conformité de la capacité de la rétention interne ainsi créée.

Concernant la grande distillerie, l'exploitant doit justifier du bon dimensionnement de la rétention interne réalisée.

L'exploitant doit fournir à l'inspection un calendrier de mise en conformité des rétentions pour l'ensemble des bâtiments existants et stockant des liquides inflammables ainsi que l'aire de (dé)chargement, en précisant les solutions techniques retenues et justifiant leur dimensionnement au regard des quantités susceptibles d'être présentes.

Dans l'attente, l'exploitant doit s'assurer que les canalisations récemment créées ne présentent pas un risque d'aggravation de sinistre par le transfert de liquide enflammé en des endroits non identifiés du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 8 : Mise à la terre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 4.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

**Constats :**

L'inspection a permis de constater, par sondage, que les cuves inox du chai 5 sont bien reliées à la

terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Chargements/déchargements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques.</p> <p>Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement.</p> <p>Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.</p> <p>Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 21 novembre 2025, l'exploitant sollicite le report de l'obligation de mise en rétention des aires de dépotage.</p> <p>Il s'agit d'une prescription déjà présente dans l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009.</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection de 2016, il avait été constaté l'absence totale d'aire de dépotage.</p> <p>L'exploitant avait alors matérialisé une aire et assuré les moyens de mise à la terre pour les citernes mobiles de dépotage. Toutefois, l'aire n'est pas associée à une capacité de rétention (voir constat 7).</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare réaliser environ 30 opérations de (dé)chargement par an.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre l'aire de (dé)chargement sur rétention (voir constat 7)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et</p>

<p>au minimum les moyens définis ci-après, une réserve d'eau de 1 500 m<sup>3</sup> située à l'Ouest de l'établissement, au nord de l'aire de lavage, associée à des aires de stationnement et des prises d'aspiration en nombre suffisant pour les engins de secours.</p> <p>Ces points d'eau sont accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours et munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.</p> <p>Ces moyens sont complétés par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment dans chaque zone ou bâtiment à risque incendie et à proximité des aires de chargement et de déchargement, de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m ;</li> <li>• pour chacun des chais 7, 8 et 9 : au moins deux robinets d'incendie armés équipés en dispositif à mousse avec un émulseur prévu pour l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie et permettant d'atteindre un foyer d'incendie par deux directions opposées ;</li> <li>• à proximité de la fosse d'extinction : au moins, un extincteur à roue de 50 kg ;</li> <li>• pour le chai n°1 : au moins 2 extincteurs à poudre de 50 kg.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a permis de constater la présence et la disponibilité d'extincteurs dûment vérifiés ainsi que de la réserve incendie de 1 500 m<sup>3</sup> dotée d'une prise d'aspiration pompiers et de 6 autres accès par portillon.</p> <p>Celle-ci a fait l'objet d'une réception par le SDIS et est référencée sur leur base de données.</p> <p>L'exploitant a équipé ses armoires électriques de systèmes d'extinction automatique (par injection de gaz inertant) FireTrace en 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Système de détection automatique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 13.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alarme incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque chai est équipé d'un système automatique de détection d'incendie et d'alerte de la personne chargée de la surveillance. Sur chaque site, le personnel dispose d'un moyen d'appel de la personne chargée de la surveillance</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a permis de constater que chaque pièce (y compris celles contenant du pineau), chais et le local de mise en bouteille sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie centralisé.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------